



2020/53/P

DELEGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE

Le Maire de la Commune de SAINT-VIT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-18, qui confère le pouvoir au Maire d'une commune de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints,

Vu la délibération du conseil municipal du 23 mai 2020 fixant à 8 le nombre des adjoints,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020,

Considérant que, pour le bon fonctionnement du service, il convient de donner délégation aux adjoints,

ARRETE

Article 1^{er} :

A compter du 23/05/2020, **Madame Annick JACQUEMET** 1^{er} adjoint au cadre de vie et au fleurissement est déléguée pour intervenir dans les domaines suivants :

Tout ce qui concerne l'organisation de la conception et de l'exécution des paiements, les ordres à donner aux fournisseurs, prestataires, maîtres d'œuvre pour la résolution de tous les problèmes, relatifs :

- au cadre de vie,
- aux relations avec la jeunesse, la famille et la vie de quartier
- aux subventions aux associations
- aux projets et au suivi des aires de loisirs et de plein air
- au fleurissement de la commune et concours
- Tous les problèmes de réglementation sur les domaines précités
- Application des règles d'urbanisme sur le territoire communal en l'absence du Maire.

Cette délégation entraîne délégation de signature des documents.

La signature par Madame Annick JACQUEMET des pièces et actes suivants : administratifs, réglementaires et financières se rapportant aux missions définies ci-dessus, devra être précédée de la formule suivante : « *Par délégation du Maire* »

Article 2 :

Le Maire de la commune de Saint-Vit, le Directeur Général des services et le Trésorier de la commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inscrit au recueil des actes administratifs (obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants).

Article 3 :

Copie du présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet.

Fait à SAINT-VIT le 19 juin 2020

Le Maire,



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Préfecture du Doubs

Reçu le 26 JUN 2020



Contrôle de légalité